

*Questions orales***LA LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE**

LES PRATIQUES DISCRIMINATOIRES REPROCHÉES À CERTAINS TRANSPORTEURS AÉRIENS—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports, je poserai ma question au premier ministre suppléant. Devant les révélations continuelles faites sur les activités des transporteurs aériens et des agences de voyages, le premier ministre suppléant a-t-il l'intention de faire une enquête immédiate sur les éventuelles transgressions des dispositions de la loi sur l'aéronautique interdisant les risques exceptionnels et de faire rapport à la Chambre?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je transmettrai cette question au ministre des Transports.

* * *

AIR CANADA

DEMANDE DE RÉCUPÉRATION PAR LE CN DE CERTAINS FONDS AFFECTÉS ILLÉGALEMENT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Comme il est de pratique courante que les actionnaires d'une société s'efforcent de recouvrer les fonds dépensés illégalement ou sans autorisation par les dirigeants, est-ce que le Canadien National, principal actionnaire d'Air Canada, va intenter des actions pour recouvrer le dessous-de-table versé par la direction actuelle de la compagnie aérienne?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je m'occupe de faire porter cette question à l'attention du ministre des Transports.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

ESSENCE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE RÉDUCTION DE LA VITESSE MAXIMUM ET DE LA CONSOMMATION DE CARBURANTS

M. Hugh Poulin (Ottawa-Centre): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au premier ministre suppléant ou au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Afin d'économiser l'essence et de sauver des vies, le ministre ou le gouvernement va-t-il chercher à obtenir la collaboration des provinces pour que la limite de vitesse des véhicules automobiles circulant sur les routes canadiennes soit fixée à 55 milles à l'heure et, dans le cas où il n'obtiendrait pas cette collaboration, songe-t-il à présenter un projet de loi pour faire appliquer par la Chambre cette mesure d'économie, qui est d'intérêt national?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a déjà demandé la collaboration des provinces à cet égard. Je regrette de dire que la première réaction a été négative. Mais nous avons l'intention de solliciter à nouveau leur accord sur une vitesse moins élevée qui aurait des avantages évidents non seulement sur le plan de l'économie d'essence mais sur celui de la sécurité de la circulation. Quant à savoir s'il faut nous attribuer la compétence à cet égard, en cas de carence des gouvernements provinciaux, cela demande réflexion.

[M. Sharp.]

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

LE RAPPORT SUR LES PÊCHERIES—L'OPPORTUNITÉ D'UN RENVOI À LA DIRECTION DES ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires signale dans son rapport sur les pêcheries l'existence d'une énorme marge dans la distribution du poisson de fond, dont le prix saute de 49¢ la livre à \$1.08 entre le gros et le détail, le ministre entend-il saisir de la question le directeur des enquêtes effectuées en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, ce rapport de la commission sur les prix est actuellement à l'étude par des fonctionnaires de mon ministère. Il s'agit d'un excellent rapport, et j'espère que nous pourrions prendre des décisions à la suite des recommandations formulées dans ce rapport.

* * *

[Traduction]

LA CONSOMMATION

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE POUR LA RÉPRESSION DU MERCANTILISME

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Étant donné que l'appendice au discours du trône indiquait que le gouvernement présenterait une mesure contre les pratiques commerciales abusives, le ministre peut-il dire quand la Chambre en sera saisie?

[Français]

L'hon. Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, le plus tôt possible. J'espère que le programme législatif actuel sera approuvé rapidement, ce qui nous permettra de passer à d'autres projets de loi qui ont été annoncés dans le discours du trône, et j'espère que ce sera dans un avenir très rapproché.

* * *

[Traduction]

LA CONSTITUTION CANADIENNE

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU PROJET DE MODIFICATION

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au premier ministre suppléant. Le 2 octobre 1974, le premier ministre a signalé l'intention du gouvernement d'entamer des négociations avec les provinces en vue d'établir une procédure de modification de la constitution canadienne. Le ministre informerait-il la Chambre des initiatives que le gouvernement prend à cet égard?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je sais que la question intéresse toujours vivement le premier ministre. Je ne sais pas très bien à quel niveau ont eu lieu ses entretiens. Je vais me renseigner.